

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/GC/W/184
20 mai 1999

(99-2055)

Conseil général

Original: anglais

PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE 1999

Négociations sur l'agriculture

Accès aux marchés – Généralités

Communication de l'Australie

La Mission permanente de l'Australie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 18 mai 1999.

1. L'Australie a présenté dans le document WT/GC/W/156 la Déclaration sur une vision d'avenir du Groupe de Cairns qui énonçait les objectifs du Groupe concernant les négociations sur l'agriculture. La proposition spécifique ci-après s'inscrit dans la logique de cette déclaration et elle est présentée pour examen dans le cadre du processus préparatoire.

Proposition

2. Il est proposé que, dans le cadre des négociations sur l'agriculture, les Membres conviennent d'assurer une expansion considérable des possibilités d'accès aux marchés pour tous les produits agricoles de base et transformés, qui se traduira par un accès commercialement viable offert aux mêmes conditions que celles qui s'appliquent aux autres marchandises.

Genèse de la proposition

3. Les négociateurs du Cycle d'Uruguay ont défini un cadre fondé sur des règles pour le commerce des produits agricoles et adopté une première mesure importante en réduisant la protection accordée à ces produits. Toutefois, d'importantes différences demeurent entre les conditions d'accès aux marchés s'appliquant aux produits agricoles et celles qui s'appliquent aux autres produits.

4. Parmi ces différences, on peut notamment citer les niveaux de protection à la frontière qui, pour de nombreux produits agricoles, restent bien plus élevés que pour les autres produits, et le fait que certains obstacles non tarifaires demeurent en place et que l'actuel Accord sur l'agriculture prévoit la possibilité d'appliquer les sauvegardes spéciales pour les produits agricoles pendant la durée du processus de réforme visé à l'article 20.

5. Les prochaines négociations sur l'agriculture doivent aboutir à une réduction substantielle des niveaux de protection des produits agricoles à tous les stades du processus de transformation, afin que le commerce des produits agricoles puisse se développer sur la base du libre jeu des mécanismes du marché. Les négociateurs devront examiner tous les aspects de la question de l'accès aux marchés, notamment les droits de douane, les crêtes tarifaires, la progressivité des droits, le volume des contingents tarifaires, les droits appliqués dans le cadre de contingents (tout en reconnaissant que les contingents tarifaires deviendront inutiles à mesure que les niveaux de protection diminueront) et les règles applicables aux engagements en matière d'accès aux marchés. Il est nécessaire d'adopter une telle approche pour atteindre les objectifs visés, à savoir la mise en place, pour le secteur agricole, d'un système commercial équitable et orienté vers le marché ainsi que la correction et la prévention des distorsions sur les marchés agricoles mondiaux.
